

Des militant·e·s et des chercheur·ses à travers l'Afrique évoquent les conséquences du Covid-19 sur leurs pays respectifs dans cet article publié initialement par [ROAPE](#) (Review of African Political Economy). Depuis le Kenya, l'Afrique du Sud, le Burkina Faso, le Nigeria et le Zimbabwe, Femi Aborisade, Heike Becker, Didier Kiendrebeogo, Gacheke Gachihi, Lena Anyuolo et Tafadzwa Choto observent les contours pris par la crise et la manière dont les gouvernements sous couvert de lutte contre le virus étendent la répression, dans le contexte plus général du capitalisme, du changement climatique et des luttes populaires pour des transformations radicales.

Nigeria : prétexte sur mesure pour les milieux d'affaires. Par Femi Aborisade

Je vis au Nigeria. Ma femme travaille dans un hôpital gouvernemental. Mes enfants sont dans des institutions du secteur tertiaire. J'ai récemment participé à une conférence dans un grand hôtel de Lagos, centre des échanges commerciaux du pays. Depuis hier (le 22 mars), selon les informations, le nombre des cas de coronavirus est encore relativement faible ; neuf à Lagos et le reste se répartit dans d'autres provinces. Cependant, le chiffre réel est susceptible d'être bien plus élevé.

Peu de gens ont la possibilité d'avoir accès à des soins dans les hôpitaux. Nombreux sont celles et ceux à la recherche de guérison spirituelle pour leurs problèmes de santé et qui se tournent alors vers leur pasteur ou leur imam afin qu'ils prient pour eux, n'ayant pas les moyens d'accéder aux services de santé même dans les hôpitaux publics.

De ce que je peux voir et entendre et des discussions que je peux avoir avec mes enfants, les professionnels de santé, les étudiants et les travailleurs ne reçoivent pas d'équipement de protection. Les lieux publics, les bâtiments, les marchés, les arrêts de bus et les bureaux ne disposent pas de l'eau courante, de toilettes publiques, du nécessaire pour se laver les mains, etc.. Je n'ai pu constater aucun nouvel aménagement pratique devant permettre de contenir la progression de l'épidémie de coronavirus au Nigeria. A moins que des mesures ne soient prises de manière urgente, nous pourrions aller à la catastrophe.

La Banque centrale du Nigeria a annoncé qu'elle réservait un fonds de relance gigantesque d'environ mille milliards de Naira (2,8Md d'euros) destiné à soutenir les industries locales, la substitution aux importations par les milieux d'affaires, et les autorités de santé afin de permettre aux laboratoires, aux chercheurs et à l'innovation de travailler avec les scientifiques internationaux pour breveter et produire des vaccins et tester des kits de vaccination au Nigeria.

Ce fonds sert de parfait déguisement au transfert des ressources publiques vers les milieux d'affaires. Chacun attend que l'État assume des responsabilités de base en matière de soins de santé et de gratuité d'accès aux services de santé. Au Nigeria, très peu de gens malades se rendent dans les hôpitaux, les tarifs de soins hospitaliers étant trop élevés. Les hôpitaux publics sont rares. Lorsqu'ils existent, seules les consultations sont gratuites, en général. Les traitements ont été rendus payants. Aucune information n'est disponible pour savoir où faire un test de coronavirus. La plupart des hôpitaux, qu'ils soient publics ou privés n'ont pas les moyens d'effectuer les tests et encore moins de traiter des patients atteints du coronavirus. Le Nigeria n'a d'ailleurs pas même encore été en mesure d'éliminer les moustiques et d'éradiquer la malaria. Un gouvernement incapable de contrôler et de

mettre fin à la malaria ne risquait pas d'être à même de faire face à une épidémie de coronavirus.

La plupart des gens vivent dans des endroits surpeuplés. Beaucoup parmi elles et eux sont sans domicile. La contagion au coronavirus met en lumière la nécessité de garantir au plus grand nombre des besoins fondamentaux parmi lesquels, le logement social et les soins de santé. Au lieu de cela, le gouvernement s'empresse d'utiliser la crise pour remettre la richesse publique aux mains de ses partenaires économiques. Les gouvernements ne se préoccupent guère du versement régulier des salaires et du non-paiement de l'augmentation du salaire minimum pourtant récemment annoncée, mais ne perdent pas un instant pour organiser le pillage au nom de la lutte contre le coronavirus.

Des annonces sont faites concernant la fermeture temporaire des écoles et des lieux de réunions de plus de cinquante personnes. Mais la principale organisation ouvrière, le Congrès des travailleurs nigériens (NLC), s'inquiète de ce que les employeurs pourraient utiliser ses fermetures, entre autres, rendues nécessaires dans le contexte actuel, pour s'en prendre aux droits de la classe ouvrière. Le NLC a prévenu qu'il résisterait à toute attaque contre les droits du monde du travail au prétexte de la lutte contre la pandémie de coronavirus.

Femi Aborisade, socialiste, est un écrivain et un juriste basé à Lagos. Il a récemment participé à un entretien pour roape.net, disponible [ici](#).

Afrique du Sud : le Covid-19 dans la société la plus inégalitaire au monde. Par Heike Becker.

La crise du coronavirus a véritablement commencé au cours de la semaine dernière [troisième semaine de mars] en Afrique du Sud. Ce matin (samedi 21 mars), un peu plus de 200 cas d'infection ont été enregistrés. Dimanche dernier, lorsqu'on en était encore à 68, puis à 85 cas confirmés, le gouvernement a convoqué une réunion extraordinaire du cabinet, au sommet de l'Etat. Les consultations prirent leur temps. Le Président Cyril Ramaphosa était censé s'adresser à la nation à 17h, puis à 18h. Il finit par apparaître à l'écran vers 19h30. Mais tout le monde convient ; l'attente en valait la peine. La directive présidentielle, complétée et détaillée le lendemain matin par les ministères, décida de restrictions très fermes. Aucun rassemblement de plus de cent personnes n'était plus autorisé. A compter de vendredi de cette semaine (27 mars), plus aucun visiteur venu de « pays à hauts risques » (Chine, Iran, Italie, Corée du Sud, Royaume-Uni, Allemagne, Espagne et Etats-Unis) n'a droit d'entrer sur le territoire. Quatorze avions de ces pays sont à l'heure actuelle immobilisés à l'aéroport OR Tambo de Johannesburg. Les citoyens et résidents non Sud-africains à bord seront renvoyés chez eux. Les citoyens et résidents de retour en Afrique du Sud, quant à eux, devront rester en quarantaine pendant quatorze jours. Les écoles sont fermées. Les universités ont suspendu leurs programmes de cours et ont débuté en avance et, le plus souvent, ont rallongé la période des congés universitaires. Sans être totalement désertées, les rues des banlieues d'Afrique du Sud paraissent étrangement vides.

Les temps sont difficiles, profondément déstabilisants mentalement et émotionnellement. Depuis le weekend dernier, je suis en contact permanent avec mes étudiants, inquiets et désorientés, psychologiquement en difficultés. Elles et ils s'inquiètent également des

implications financières dès lors qu'il a été demandé aux universitaires Sud africains de basculer vers des plateformes en ligne. Les étudiant.es, en particulier dans le cas de mon université où la population estudiantine est majoritairement noire et issue de milieux ouvriers, n'ont pas d'accès à internet maintenant que la plupart d'entre elles et eux ne sont plus sur le campus et se trouvent dans les townships parce que les uns et les autres ne peuvent pas se permettre les prix excessifs de paquets de données affichés par les entreprises de téléphonie mobile Sud-Africaines

Les personnels enseignants et administratifs de l'université et les étudiant-es se sont vus interdire l'entrée du campus depuis hier, à l'exception des habitants de la résidence universitaire. Heureusement, l'université de Western Cape (UWC), à la différence d'autres établissements, n'a envoyé de notification d'expulsion sous 72 heures aux étudiants vivant en résidence universitaire ; l'université Wits de Johannesburg a été attaquée en justice par des étudiant-es de droit pour avoir pris une telle mesure, mais le juge a rejeté leur plainte ce matin.

Il y a deux jours, un collègue de mon département a été testé positif au Covid-19. Les expositions directes et indirectes à la maladie ont été nombreuses. Avant de voir apparaître les symptômes habituels, le collègue, qui venait de rentrer d'un voyage à l'étranger, avait été au contact de membres du personnel et d'étudiant-es qui à leur tour furent en contact avec d'autres, et ce bien avant que l'on connaisse le résultat du test. Je me suis confiné depuis mercredi, ne sortant de chez moi que pour des promenades solitaires et prendre de l'exercice.

Comme moi-même, les gens de classe moyenne ont eu la possibilité de travailler depuis chez eux. La chose est d'autant plus compréhensible que les premiers cas de Covid-19 sont arrivés dans le pays au gré des déplacements de classes moyennes et supérieures mobiles à échelle globale. Mais à présent, les transmissions internes ont commencé et les plus exposés ne sont pas les clients qui repartent chargés de rouleaux de papier toilette des supermarchés Woolworth (enseigne chérie de l'Afrique du Sud aisée, sorte d'équivalent de Marks & Spencer dans ce contexte).

Une des grandes questions du moment et celle du paiement des congés pour les travailleurs contraints d'utiliser les transports publics (imaginons qu'il n'y ait ne serait-ce qu'une seule personne infectée dans une rame de train bondée ou dans un minibus, sans espace pour garder ses distances, sans gel désinfectant, sans gants ni masques). Je viens d'interrompre la rédaction de ce texte pour participer à un échange avec des collègues d'UWC sur WhatsApp : nous étions choqués d'apprendre que les personnels de nettoyage, employé-es vulnérables d'entreprises de sous-traitance, travaillent encore sur le campus et poursuivent donc leur allées et venues entre leur domicile et leur lieu de travail dans les conditions dangereuses des transports publics Sud-africains. Un certain nombre d'entre nous ont pris contact avec la direction du département pour qu'elle porte le problème devant la direction de l'établissement qui elle-même devra se tourner vers les entreprises privées qui emploient les travailleurs les plus vulnérables de notre institution où ces travailleurs n'ont pas été réintégrés à la masse salariale de l'université (cf. mon billet à ce propos [sur le blog *From Johannesburg to London: student-worker struggles*](#)).

Les choses que l'on peut faire sont si limitées dans le cadre du confinement. J'ai participé à des campagnes sur des réseaux sociaux pour exiger des entreprises de téléphonie mobile Sud-africaines qu'elles renoncent aux tarifs exorbitants de leurs services et proposent une offre détaxée aux universités et institutions éducatives, plus avantageuse pour les étudiants. Si nos étudiants ne peuvent pas accéder à l'internet pour suivre les cours en

Je crois savoir, à regarder ce qui circule sur les réseaux sociaux qu'une rencontre a eu lieu ce matin pour tenter de coordonner des initiatives communautaires au Cap. Mais je n'en sais pas plus et ne peut pas y participer.

La situation est sombre. A l'image des multiples crises environnementales auxquelles nous avons dû faire face (cf mon article Cape Town Water Musings: the Politics of Environmental Crisis and Social Inequality), la pandémie révèle et creuse une fois de plus les écarts entre les quelques privilégiés et les pauvres en Afrique du Sud. Mon âme pleure quand je pense aux menaces auxquelles doit faire face la majorité de la population pour sa survie-même dans la société la plus inégalitaire au monde.

Heike Becker enseigne l'anthropologie sociale et culturelle à UWC en Afrique du Sud. Son travail porte sur les thèmes situés à l'interface entre culture et politique, et en particulier sur la culture populaire, les médias numériques et les mouvements sociaux en Afrique du Sud. Heike contribue régulièrement à roape.net.

Burkina Faso : terrorisme, pollution et la pandémie de Covid-19. Par Didier Kiendrebeogo

Le danger de contamination au coronavirus a été déclaré au Burkina Faso le 9 mars. Rapidement, les mesures gouvernementales commencèrent par s'attaquer aux manifestations syndicales déjà en cours. Malgré cela, des ministres eux-mêmes contaminés et des hauts responsables continuèrent leurs grands meetings de campagne électorale (des élections nationales sont prévues pour novembre prochain).

Depuis le 24 mars, 114 personnes ont été testées positives et parmi elles, au mois cinq membres du gouvernement et quatre personnes décédées à cause du Covid-19. Il ne s'agit-là que des statistiques officielles. Un numéro de téléphone gratuit a été mis en place pour la population mais il est extrêmement difficile d'obtenir une réponse ou une aide quelle qu'elle soit. Le pays ne dispose d'aucun équipement à la hauteur pour l'organisation des tests. Seuls les riches y ont accès.

Le pays est déjà confronté à l'urgence climatique, les entreprises minières étrangères (une quinzaine) polluent l'environnement et les maladies se multiplient dans les régions où elles sont en activité, et tout ceci, il va sans dire, sans que les gens ne tirent les moindres 'dividendes' de l'extraction minière et l'État ne fait rien.

N'oublions pas que le Burkina Faso a récemment causé la surprise dans le monde ; d'abord avec l'insurrection populaire d'octobre 2014 pour chasser le dictateur, le capitaine Blaise Compaoré, resté trente ans au pouvoir ; puis avec une semaine de résistance durant laquelle la population contraignit le Régiment de sécurité présidentielle (RSP), une milice mieux équipée que l'armée nationale elle-même, durant le coup d'État de septembre 2015, à resituer le pouvoir au gouvernement.

Aujourd'hui, les burkinabés doivent faire face à un régime totalement incompetent, qui se contente de piller la richesse nationale aux cotés de multinationales et de gouvernements étrangers tout en réprimant celles et ceux qui osent résister et défendre la dignité et les

Près d'un tiers du pays est sous le contrôle de groupes armés (terroristes jihadistes, trafiquants de drogue et autres bandits en armes). Cette situation a donné lieu jusqu'ici, et selon les chiffres officiels, au déplacement de 700 000 personnes à l'intérieur du pays, à la fermeture d'environ 1000 écoles et centres de santé, à plus de 1000 tués (civils et militaires) et à des dégâts matériels démesurés. Les forces de défense et de sécurité se plaignent régulièrement du manque d'équipements appropriés (armement, véhicules de transport, essence, équipements de protection, etc..).

Pendant ce temps, les dirigeants pillent et détournent la richesse du pays. Jour après jour, les journaux révèlent de nouvelles affaires : détournement de ressources minérales avec des entreprises minières étrangères, sommes gigantesques d'argent des contribuables dépensées dans l'achat de véhicules, ministres se faisant construire des résidences fortifiées en ville et à la campagne, salaires de ministres deux fois supérieurs à ce qui est autorisé par la loi, attribution de contrats publics aux amis et aux membres du parti au pouvoir et à ses alliés. La liste est sans fin.

Confrontés à l'effondrement accéléré de l'État, les militants tentent de sonner l'alarme. Réaction du gouvernement ? Interdictions systématiques des manifestations, répression des rassemblements, menaces de mort, appels au meurtre contre les organisateurs, assassinats ciblés de plusieurs dirigeants d'organisations, exécutions de masse sous prétexte de lutte anti-terroriste, coupes dans les salaires de la fonction publique, suspension des salaires des représentants syndicaux et licenciements collectifs...

Le Covid-19 a introduit un virus 'additionnel' dans un pays déjà à genoux.

Didier Kiendrebeogo est un des principaux militants de l'Organisation Démocratique de la Jeunesse (ODJ) au Burkina Faso

Kenya : pauvreté et violence épidémiques dans les bidonvilles de Nairobi. Par Gacheke Gachihhi et Lena Anyuolo

Au Kenya, la mise à jour du ministère de la santé, le 24 mars, indiquait 25 cas recensés. Le 23 mars, le nombre de cas était de 16 et le suivi de 646 personnes qui avaient été à leur contact était en cours. Toutes étaient passées par l'aéroport international Jomo Kenyatta entre le 4 et le 17 mars. Les mesures contre la progression du virus telles que le confinement et le lavage des mains au savon et à l'eau, bien que d'une importance cruciale, seront hors de portée de la majorité de la population.

La majorité de la main d'oeuvre kényane, suite aux programmes d'ajustements structurels de la fin des années 1980, est précaire. Ce qui veut dire qu'elle est réduite à vivre au jour le jour et dépend de salaires à la journée. Ceux qui sont dans l'emploi salarié ne bénéficient pas de toutes les protections dès lors qu'ils sont embauchés sur contrats. La quasi-totalité d'entre eux n'est pas syndiquée et dans tous les cas, ces organisations syndicales sont faibles. Tous sont soumis aux humeurs de leurs employeurs. L'obligation de travailler de chez soi et de se confiner est impraticable parce qu'elle contraint les travailleurs à choisir entre gagner leur pain quotidien et mourir de faim à la maison. La situation est pire encore

pour les habitants des zones rurales vivant de la vente de leurs produits dans les villes petites et grandes. Mais la fermeture des marchés veut dire que des millions de gens ne pourront vraisemblablement pas même payer un trajet de bus pour aller se faire traiter dans un centre de soins, ou ne pourront pas s'acheter du désinfectant pour les mains et du savon.

Le système de santé du Kenya est en ruine, résultat de choix délibérés. Nos contributions fiscales au Fonds national d'assurance hospitalière (NHIF) partent financer les hôpitaux privés aux dépens des structures de santé publique. Sur l'artère Mbagathi Way, dans la capitale Nairobi, le contraste saisissant entre l'hôpital national Kenyatta et le somptueux Nairobi Hospital montre bien à qui le Kenya appartient. Si le Kenya devait atteindre le nombre de patients de l'Afrique du Sud, où donc les pauvres devraient-ils aller se faire traiter ? Dans les hôpitaux publics délabrés et en manque de personnels, ou dans les luxueux hôpitaux privés ? Les récentes instructions du ministère de la santé en matière de confinement des gens dans des hôtels à 90 dollars US la nuit - « coût subventionné » à vos propres frais, donnent une idée de qui vivra et qui mourra.

Au Kenya, l'habitat social est une plaisanterie. A Mathare, quartier très dense de Nairobi, 68 941 personnes survivent à l'intérieur d'un seul kilomètre carré. A Kamkunji, autre quartier à bas revenus, 24 455 habitants se concentrent dans un seul kilomètre carré. A Makadara, 16 150 habitants pour un seul kilomètre carré. Souvent, les gens se partagent une pièce faisant à la fois office de cuisine, de chambre à coucher et de salon. Comment les travailleurs feront-ils donc pour se confiner ? Dans le même temps, la famille Kenyatta fait construire un immense complexe immobilier haut de gamme, la Northlands City, sur un terrain de plus de 4500 hectares s'étendant le long du grand axe routier Thika, et dont plus de 13 hectares sont prévus pour la construction d'un hôtel et d'un centre commercial.

L'État agit de manière totalement inconsidérée. Le gouvernement a été la cible de vives dénonciations pour avoir autorisé un vol de la China Southern Airlines à atterrir au Kenya avec 239 passagers à son bord le 26 février, alors que la crise du Covid-19 atteignait son seuil maximal en Chine. Pour divers militants pour la justice sociale, la chose s'expliquait par la dette kenyane à l'égard de la Chine qui a financé les infrastructures du pays et pour eux, c'est le gouvernement chinois qui est maintenant derrière les décisions prises par le gouvernement kényan.

Après l'annonce par le gouvernement du premier cas de Covid-19 la semaine dernière, le Groupe de travail des Centres pour la justice sociale, un collectif, publia un communiqué sur le défi que représentent les bidonvilles à forte densité de population. Pour les pauvres de ces quartiers, les consignes sont impossibles à appliquer même si leur vie en dépend. Le président, par exemple, a conseillé aux citoyens de travailler de chez eux à l'exception de celles et ceux fournissant des services essentiels. Mais « services essentiels » peut prendre des significations bien différentes selon la place que l'on occupe dans le système de classes kényan. Par exemple, dans les bidonvilles, les toilettes publiques sont des services essentiels, la vente d'eau compte parmi les services essentiels, le petit commerce ambulant est un service essentiel parce qu'il permet de rester en vie, de se nourrir et de nourrir des familles. Travailler depuis son domicile n'a aucun sens pour les pauvres et les marginalisés.

Une journée à la maison, pour la plupart des habitants des établissements informels, veut dire une journée sans rien à manger sur la table. Ce décalage complet avec la réalité vécue du *mwananchi* moyen (terme swahili pour un citoyen ordinaire) donne la mesure de la faillite gouvernementale.

En tant que militants pour la justice sociale, nous exigeons du gouvernement qu'il offre d'autres voies aux millions de kényans dont le travail est précaire et dont la survie dépend de leur revenu quotidien.

Le ministère de la santé a été en première ligne, défendant l'usage des produits désinfectants et du lavage de mains, mais sans apporter de solution durable aux habitants des établissements informels sans accès à l'eau. L'idée que tous les kényans peuvent accéder à l'eau et au savon est surprenante venant d'un gouvernement qui a privatisé les services de l'eau et marchandisé les services de base pour les pauvres des villes.

Nous avons exigé du gouvernement :

- qu'il rétablisse l'arrivée d'eau dans toutes les habitations et les bidonvilles et mène une lutte sans merci contre les cartels de l'eau qui abusent des citoyens ;
- qu'il oriente immédiatement des camions citernes vers les zones sans eau courante et dépendantes de points d'approvisionnement surfréquentés et trop chers ;
- qu'il mette à disposition gratuitement ou à des tarifs subventionnés des gels désinfectants pour les mains garantis par le ministère de la santé ;
- qu'il équipe les centres de santé gouvernementaux en matériel de test de dépistage, de personnels formés et d'ambulances afin qu'ils puissent traiter les situations d'urgence ;
- qu'il contrôle les prix des biens de première nécessité afin de les rendre accessibles à la plupart des kényans, et qu'il apporte une aide alimentaire d'urgence à ceux qui ne pourraient toujours pas se les permettre ;
- qu'il mette un terme aux brutalités et au racket policiers dans les établissements informels ;
- qu'il soutienne les professionnels de santé communautaires en première ligne face à la crise qui frappe les pauvres en milieu urbain ;
- qu'il apporte une aide financière aux travailleurs de l'économie informelle et aux sans abri.

Le Covid-19 est une manifestation de ce que Naomi Klein a appelé le capitalisme du désastre.

En tant que mouvement pour la justice sociale, notre lutte entend combattre un modèle économique de capitalisme néolibéral intrinsèquement violent, et dans lequel la torture, la déshumanisation et les déferlements de virus sont inséparables d'un système économique hors de contrôle.

Gacheke Gachihi est coordinateur du Mathare Social Justice Centre et membre du comité directeur du groupe de travail des centres de justice sociale.

Lena Anyuolo est membre de la Ukombozi Library et du Mathare Social Justice Centre, et intervient comme militante pour la justice sociale.

Zimbabwe: Le droit de vivre pour tous. Par Tafadzwa Choto

Le Zimbabwe n'a officiellement enregistré jusqu'ici que trois cas de Covid-19 et beaucoup supposent que les cas sont plus nombreux mais que le gouvernement en dissimule la réalité. On ne peut nier, par ailleurs, qu'un certain nombre d'individus sont porteurs du virus, mais en l'absence de dépistage généralisé, ils le répandent autour d'eux au cours de leurs déplacements. Nous ne pouvons que nous attendre à voir ces chiffres croître de manière continue dès lors que dans la plupart des cas les personnes infectées ne présentent pas de symptômes pendant des jours et continueront de répandre l'infection.

Le pays est mal préparé, sans l'oxygène indispensable pour sauver les patients atteints du Covid-19 dans les hôpitaux et les cliniques dédiées. Le personnel médical, médecins et infirmières, sont eux et elles aussi sous équipés pour s'occuper des patients qu'ils et elles reçoivent.

Les élites politiques et économiques vont se faire soigner hors du pays avec leur famille, laissant derrière elles les familles pauvres mourir en raison du manque d'équipement médical, de médicaments et de personnels suite à l'exode de masse vers l'étranger et une vie meilleure.

De la visite des hôpitaux de Parirenyatwa, Harare, Mpilo, Chitungwiza, Gweru, Mutare, entre autres établissements gouvernementaux, ressort un tableau désolant. Le gouvernement veut que le système de santé qu'il a détruit marche pour son propre bénéfice. Il n'a pas donné la priorité à la fourniture de respirateurs artificiels pour les maladies respiratoires telles que la tuberculose, l'asthme et maintenant le coronavirus. Les population pauvres du Zimbabwe ont fait l'expérience deux décennies durant d'un saccage qui a détruit la plupart des services publics, des hôpitaux, des écoles et des infrastructures. Les gens ordinaires ont vu leur existence broyée par les mesures d'austérité, mourant souvent de maladies curables. Avec cette crise causée par leur corruption et leur soif d'accumulation économique, les membres du gouvernement cherchent maintenant à gagner notre sympathie.

Le président Mnangagwa a annoncé des mesures destinées à empêcher la progression du virus et à sauver des vies, mais ces mesures restent insuffisantes dès lors qu'elles ne s'appliquent qu'à ceux et celles à même de face financièrement et ne répondent en rien aux besoins de la majorité. Les travailleurs du secteur formel comme du secteur informel utilisent les transports publics, et le virus peut aisément circuler dans ces taxis et ces bus. Aucune disposition n'a été prise. Dans le secteur informel, avec ses petites entreprises et ses vendeurs de rue, on ne peut pas se permettre de rester chez soi : la vie au jour le jour impose de sortir et de se mettre à la recherche d'un revenu.

Certains fonds ont été mis à disposition par la communauté internationale afin de contenir la progression du virus, mais ces fonds pourraient facilement faire l'objet d'usages frauduleux par le gouvernement, comme on l'a si souvent observé dans le passé. Le gouvernement doit également et rapidement dégager des ressources pour limiter la contagion au Covid-19 avant qu'elle ne devienne catastrophique.

Les mouvements populaires dans le pays exigent :

-que le gouvernement prenne toutes les mesures nécessaires pour arrêter la progression

- une imposition des riches pour financer le contrôle du Covid-19 ;
- La transmission du coronavirus ne peut être combattue qu'en rendant les tests de dépistage accessibles à toutes celles et ceux qui présentent des symptômes ;
- Il y a un besoin urgent d'installation d'équipements tels que les respirateurs dont l'importance est capitale dans tous les hôpitaux et toutes les cliniques qui ont été désignés pour traiter les patients atteints du virus ;
- La nationalisation des tous les hôpitaux privés telle qu'elle a été menée dans d'autres pays afin de prévenir un désastre. Non à l'équipement d'hôpitaux conçus pour le seul usage des élites dirigeantes ;
- Des formations appropriées pour nos travailleurs de la santé en matière de traitement des victimes du virus ; ils doivent également se voir distribuer des vêtements de protection. Tous les travailleurs de la santé doivent bénéficier d'une indemnité de risque ;
- doivent être produits et distribués en masse par le gouvernement, masques, gants, savon et gel désinfectant, qui doivent être mis à disposition *gratuitement*. Nul ne doit pouvoir tirer profit de cette crise : toute entreprise qui chercherait à en tirer profit doit être condamnée à une lourde amende ;
- un approvisionnement en eau doit être fourni aux secteurs qui en sont dépourvus et *aucune* coupure d'eau ne doit avoir lieu au cours de cette période afin de maintenir une hygiène convenable et sûre ;
- les travailleurs doivent cesser de se rendre au travail mais doivent recevoir leur plein salaire à la fin de chaque mois jusqu'au retour à la normale. Les travailleurs qui accomplissent des tâches essentielles doivent avoir droit au transport entre le domicile et le lieu de travail équipés de tenues de protection adéquates ;
- l'engagement et la formation des structures communautaires et des églises sont nécessaires pour former les gens à lutter contre la progression du virus. Ces personnes dissémineront une information fiable et mettront fin aux rumeurs qui peuvent causer des dommages plus graves encore, en allant jusqu'à l'arrêt cardiaque après avoir entendu de fausses informations ;
- les églises, lieux d'hébergement et hôtels doivent rester ouverts pour fournir un abri aux personnes sans domicile et à celles résidant dans des logements surpeuplés.

La seule option que nous avons est de faire pression sur notre gouvernement néolibéral, incompetent et corrompu, afin de mettre en oeuvre les mesures qui nous protégeront. Dès à présent, la nouvelle circule selon laquelle nos dirigeants se doteraient de l'équipement nécessaire pour se protéger aux dépens de la majorité. Nous devons dire NON à tout ceci en perturbant toutes les activités en cours pour exiger le droit à la vie pour toutes et tous. Pratiquons la distance sociale et lorsque c'est possible exprimons notre solidarité. Nous ne pouvons le faire qu'à condition de créer des comités dans nos secteurs qui aideront à informer les gens pour limiter la progression du virus. C'est ce que nous avons fait contre le choléra et nous pouvons le faire à nouveau.

Antonater Tafadzwa Choto est une militante ouvrière bien connue, une

Hors de contrôle : crise, Covid-19 et capitalisme en
<https://www.contretemps.eu> Afrique redaction
~~chercheuse et une doctorante basée à Harare. Elle a fait un entretien avec~~
roape.net, disponible [ici](#).

Traduit par Thierry Labica.